

Les représentants de  
Solidaires Finances Publiques 25  
à

Madame, Monsieur le Maire  
Mesdames et Messieurs les conseillers

Section du DOUBS  
63 quai veil picard  
25030 Besançon

☎: 03.81.59.96.11

✉:

[solidairesfinancespubliques.dr52@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.dr52@dgfip.finances.gouv.fr)

Objet : Danger imminent. Risque de fermeture très rapide de votre Trésorerie.

Madame, Monsieur le Maire,  
Mesdames, Messieurs les conseillers,

En votre qualité d'élu local, les représentants de Solidaires Finances Publiques 25 ont jugé urgent de vous alerter sur l'évolution inquiétante des services de proximité de notre Administration suite à la mise en œuvre à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) de la démarche stratégique sur la période 2014 – 2018.

Dans le cadre de cette démarche, notre Direction Générale a élaboré un plan d'action qui amorce sans préavis une politique de destruction du réseau de proximité. Derrière les termes édulcorés de notre Directeur Général qui prétend vouloir retenir : « une démarche pragmatique pour conduire la nécessaire adaptation de notre réseau » se cachent une volonté et une réalité à peine dissimulées : supprimer un nombre maximum de Trésoreries rurales parmi lesquelles figure la vôtre. Dépouillées progressivement de leurs agents (plus de 30 000 emplois supprimés en 12 ans dans notre ministère), puis de leurs missions (exemple dans notre département du transfert l'an passé de la mission impôt de la Trésorerie du Russey vers le SIP de Morteau), les petites structures dispersées sur notre territoire sont devenues délibérément ingérables. Pour justifier cette récession du service public, la gestion conjointe de plusieurs postes comptables par un seul Trésorier a été décidée par les Directions locales. Il ne s'agissait là, que d'une stratégie par étapes destinée à supprimer les petites Trésoreries. Après la mise en place d'une gestion conjointe, on ne maintient qu'un seul agent dans le poste rattaché, puis on organise le dépérissement de ce poste par réduction des amplitudes d'ouverture au public, lesquelles se réduisent au fur et à mesure à 3, puis 2 jours voire à des fermetures temporaires lorsque le seul agent en poste prend ses congés, part en formation ou plus grave, tombe malade. A terme, cela aboutit à une « désintoxication du guichet » et on en arrive finalement, pour reprendre les termes de la Direction, à la suppression par absorption. C'est une stratégie clairement assumée qui s'appuie sur l'usure de la réactivité des élus gagnés par le fatalisme et la résignation des agents eux même usés par leurs conditions de travail. Le seuil d'un effectif réel de moins de trois agents de catégorie C et B est un des

éléments qui détermine la fragilité d'un poste. Ainsi, au niveau National, sur près de 2 700 Trésoreries encore vivantes (ou plutôt survivantes), il n'en subsisterait que 876 et un nombre impressionnant de comptables publics pourrait être facilement supprimé. En outre il est envisagé de transférer leur responsabilité pécuniaire et comptable aux ordonnateurs (donc notamment aux élus), le comptable public étant utilisé dans un rôle de conseil (à distance), d'analyse et de contrôle des risques (en pôles spécialisés).

Aujourd'hui, dans notre département, il est clairement établi que la Direction Régionale des Finances Publiques de Besançon a pour mission de procéder à très courte échéance à la suppression de ses plus petites structures pour pouvoir faire face aux nouvelles suppressions d'emplois qui s'annoncent. Dans la négative, elle serait conduite à fragiliser davantage les postes les plus importants où, selon ses propres termes, se nouent les plus forts enjeux.. Et c'est bien là son dessein : *se débarrasser des petites Trésoreries rurales qui, d'après elle, ne représentent pas un enjeu capital en terme de service au public, mais seulement aux yeux des élus et de leurs administrés !* **Quel mépris envers les élus de la République que vous êtes et votre investissement désintéressé et sans limites au quotidien !**

Dans le département du Doubs, nous avons d'ores et déjà identifié plus d'une dizaine de Trésoreries menacées soit par une suppression pure et simple, soit par un regroupement avec un autre centre des finances publiques. Celle dont dépend votre commune en fait partie. Certainement notre Direction locale, par l'intermédiaire de sa Directrice Régionale vous a-t-elle déjà contacté ou le fera prochainement pour vous faire part de son *sinistre projet* ? Bien évidemment, lors de ce contact, elle vous a présenté ou vous présentera la suppression de votre Trésorerie de proximité et son regroupement avec une autre Trésorerie comme une réorganisation nécessaire mais surtout efficace en vue de rendre un meilleur service aux ordonnateurs et aux usagers.

Tout comme vous, nous savons qu'il n'en est rien ! Comment notre Direction Locale peut-elle tenter de vous abuser de la sorte en vous affirmant qu'elle pourra assurer un service rendu de meilleure qualité aux usagers et aux élus en s'éloignant d'eux ? C'est au contraire grâce à l'implantation actuelle de son réseau de Trésoreries de proximité en charge du secteur public local, grâce à ses comptables publics d'État proches de vos besoins et de vos difficultés, grâce aux agents de la DGFIP qui gèrent chaque jour votre comptabilité, vos budgets, vos dépenses, vos recettes et qui sont en relation journalière avec vos secrétaires que vous êtes à même de remplir vos missions essentielles auprès de vos concitoyens. C'est également ce maillage territorial rapproché qui garantit à ces derniers l'égalité d'accès et de traitement sur l'ensemble du territoire de la République.

Lors du Comité Technique Local du 20 novembre prochain, à l'exemple d'autres services publics de proximités sacrifiés sur l'autel de la rigueur (Poste, Gendarmerie, Equipement, etc...), notre Direction locale devrait nous préciser quelles Trésoreries elle entend supprimer dès 2015. Cependant, soucieux de voir se maintenir un service public de proximité et de qualité, reconnu à la fois par les contribuables et leurs élus, les représentants de Solidaires Finances Publiques 25, première force syndicale départementale et nationale, ont souhaité vous alerter dès à présent sur la mort annoncée de ce service public afin que vous-même et vos

administrés ne se retrouvent pas prochainement confrontés à un service minimum des Finances Publiques, voire à l'absence de service purement et simplement.

Comme c'est déjà le cas dans de nombreux départements où les élus de la République et nos représentants syndicaux associent leurs forces pour refuser cette prétendue fatalité, nous vous proposons d'engager dès à présent avec vous toutes les actions visant à s'opposer à ces fermetures et à exiger au contraire la nomination d'agents dans les Trésoreries de proximité (actions sous toutes formes en direction de vos concitoyens, pétitions, rassemblements, alerte de la presse, interpellation de la Préfecture, des élus Départementaux, Régionaux, Nationaux, etc...).

Nous souhaiterions donc vous rencontrer très rapidement pour débattre avec vous de cette grave menace. A cet effet, nous vous invitons à contacter sans tarder nos représentants locaux dont les coordonnées figurent ci-après. Pour information, les représentants Nationaux de Solidaires Finances Publiques seront présents au salon des Maires de France qui se tiendra à Paris du 25 au 27 novembre 2014.

Dans cette attente, veuillez recevoir, Madame, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, l'assurance de notre attachement profond au service public républicain.

Alexis BOHIN  
Secrétaire Départemental

Olivier AVEZOU  
Conseiller Syndical Régional Franche Comté

**Contacts :**

Alexis BOHIN  
Secrétaire Départemental  
Solidaires Finances Publiques 25  
Trésorerie de Pouilley-les-Vignes  
La grosse Aige, 25115 Pouilley les Vignes  
☎: 03.81.59.96.11  
✉: alexis.bohin@dgfip.finances.gouv.fr

Olivier AVEZOU  
Conseiller Syndical Régional Franche Comté  
Solidaires Finances Publiques 25  
Trésorerie de Montbéliard et 2 Vallées  
1 Place de l'Europe 25630 Sainte-Suzanne  
☎: 03.81 31 39 47  
✉: olivier.avezou@dgfip.finances.gouv.fr